

**CONVENTION
ENTRE
LE VICE-RECTORAT DE POLYNESIE FRANCAISE
LE MINISTRE DE L'EDUCATION, DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA
JEUNESSE ET DES SPORTS ; CHARGÉ DE LA VIE ASSOCIATIVE DE LA
POLYNESIE FRANCAISE
L'INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES – SCIENCES PO BORDEAUX**

Préambule

Le Vice-Rectorat de Polynésie française et le Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement Supérieur, de la Jeunesse et des Sports ; chargé de la vie associative de Polynésie française s'inscrivent dans une volonté d'accroître l'offre de formation supérieure aux jeunes bacheliers présents en Polynésie française.

L'Institut d'Etudes Politiques – Sciences Po Bordeaux souhaite offrir aux jeunes résidant dans les Dom et COM un accès aux épreuves d'entrée de son institut qui contribue à réduire les inégalités de chances liées à l'éloignement géographique.

En accord avec ces principes, ces institutions offrent la possibilité de passer en Polynésie française les épreuves d'admission aux concours d'entrée en 1^{er} cycle de l'IEP de Bordeaux.

Les signataires de la présente convention décident donc ce qui suit :

Article 1

Le Vice-Rectorat de Polynésie française, le Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement Supérieur, de la Jeunesse et des Sports ; chargé de la vie associative, d'une part, et l'Institut d'Etudes Politiques – Sciences Po Bordeaux, d'autre part, décident d'organiser à Tahiti les épreuves d'entrée à l'IEP de Bordeaux.

Article 2

Le Vice-Rectorat de Polynésie française s'engage à :

- 1) diffuser très largement en Polynésie française l'appel à candidature pour les épreuves d'entrée à l'Institut d'Etudes Politiques – Sciences Po Bordeaux ;
- 2) assurer le recrutement des surveillants.

Article 3

Le Ministère de l'Éducation, de l'Enseignement Supérieur, de la Jeunesse et des Sports ; chargé de la vie associative s'engage à organiser et assurer le bon Déroulement des épreuves, notamment par :

- a) la mise à disposition à titre gracieux de locaux d'examen ;
- b) la réception des sujets d'examen, l'anonymat des copies ;
- c) la facilitation de l'information des élèves.

Article 4

Les horaires des épreuves sont déterminés d'un commun accord entre le Vice-Recteur ou son représentant et le Directeur de l'IEP ou son représentant après consultation du Ministre de l'Education, de l'Enseignement Supérieur, de la Jeunesse et des Sports ; chargé de la vie associative. Il est tenu compte du principe de l'égalité des candidats dans les modalités de passation des épreuves mais aussi des spécificités liées à la collectivité d'outre-mer.

Article 5

L'Institut d'Etudes Politiques – Sciences Po Bordeaux s'engage à :

- 1) déléguer au Vice-Rectorat de Polynésie française les compétences décrites dans l'article 2 de la présente convention pour l'organisation déconcentrée des épreuves d'entrée à l'IEP de Bordeaux ;
- 2) fournir les sujets d'examen pour les différentes épreuves ;
- 3) intégrer les notes des candidats de la Polynésie française dans l'ensemble des résultats des épreuves d'admission de l'IEP de Bordeaux ;

Article 6

Les frais d'inscription par candidat s'élèveront 2 000 FCFP. Ce montant pourra être révisé tous les ans par l'IEP de Bordeaux.

Article 7

Les candidats de la Polynésie française qui répondront aux critères d'inscription auront accès aux épreuves d'admission en premier cycle de l'IEP – Sciences Po Bordeaux.

Article 8

Les éventuels conflits concernant les résultats seront tranchés en dernier ressort par l'IEP de Bordeaux.

Article 9

La présente convention prend effet à la date de la signature. Elle est conclue pour une durée de trois ans et sera renouvelée par tacite reconduction, sauf dénonciation par une des parties dans un délai minimum de 6 mois avant son terme.

Fait à Papeete , en quatre exemplaires

Le Vice-Recteur de Polynésie française



Le Ministre de l'Education, de l'Enseignement Supérieur, de la Jeunesse et des Sports ; chargé de la vie associative de la Polynésie française



Le Directeur de l'IEP de Bordeaux

le 19/03/2014

